

A young girl is shown in silhouette, looking towards a vibrant, hand-drawn mural. The mural depicts various scenes of daily life in Burkina Faso, including a woman carrying a green bag, a person on a bicycle, a cow, and people walking. The background is filled with colorful patterns and symbols, such as a large padlock and a key, suggesting themes of freedom and human rights.

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



FORCÉES À SE MARIER DÈS L'ÂGE DE 11 ANS

JEUNES FILLES MARIÉES DE FORCE BURKINA FASO

JEUNES FILLES MARIÉES DE FORCE

BURKINA FASO



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



À l'âge de 13 ans, Maria* a été forcée de se marier avec un homme de 70 ans qui avait déjà cinq épouses. Comme elle résistait, son père lui a dit : « Si tu ne vas pas rejoindre ton mari, je te tue. »

Dans tout le Burkina Faso, des milliers de jeunes femmes et de filles comme Maria sont soumises à des mariages précoces et forcés. Plus de la moitié des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Certaines ont à peine 11 ans.

Elles sont censées avoir autant d'enfants que le souhaite leur mari, quels que soient leurs souhaits personnels et même si une grossesse précoce pourrait mettre leur santé et leur vie en danger.

Une fois mariées, nombre d'entre elles doivent faire la cuisine, le ménage, aller chercher de l'eau et travailler dans les champs, de l'aube jusqu'au crépuscule. Très peu ont la chance d'aller à l'école.

Certaines filles font tout ce qu'elles peuvent pour fuir un mariage forcé, malgré une pression énorme de la part de leur famille et de la société en général. Maria a marché pendant trois jours et parcouru près de 170 km pour trouver refuge dans un centre d'accueil pour jeunes filles.

Les mariages forcés et précoces sont interdits par la Constitution du Burkina Faso et par le droit international, mais les autorités continuent de fermer les yeux sur le problème.

Le gouvernement du Burkina Faso doit faire respecter la loi et protéger les filles et les jeunes femmes contre les mariages forcés. Vous pouvez apporter votre aide.

** Le prénom a été changé.*

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au gouvernement du Burkina Faso

Demandez instamment à la/au ministre de la Justice et des Droits humains de cesser de fermer les yeux sur le problème et de veiller à ce que son pays respecte l'obligation qui lui est faite d'empêcher les mariages forcés et précoces.

Ministère de la Justice et des Droits humains
Avenue de l'Indépendance
Ouagadougou 01 BP 526
Burkina Faso



Montrez aux jeunes filles qu'elles ne sont pas seules !

Écrivez un message de soutien aux filles et jeunes femmes du Burkina Faso qui ont fui des mariages précoces et au personnel des centres d'accueil qui les aident à défendre leurs droits humains. Envoyez votre carte postale à :

Amnesty International Burkina
08 Av. Houari Boumedienne
Ouagadougou 08 BP 11344
Burkina Faso

FRED ET YVES
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

FRED ET YVES
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

FRED ET YVES

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL



En mars 2015, les forces de sécurité congolaises ont fait irruption pendant une conférence de presse organisée par Filimbi (« siffler » en swahili), un mouvement de jeunes qui encourage la population à participer à des actions et à des débats politiques pacifiques. Trente personnes ont été arrêtées, dont deux membres du mouvement, Fred Bauma et Yves Makwambala.

Les forces de sécurité ont également appréhendé de jeunes militants originaires du Sénégal et du Burkina Faso, des journalistes internationaux et un diplomate américain, qui ont été relâchés ou renvoyés dans leur pays depuis. Fred Bauma et Yves Makwambala, en revanche, sont maintenus en détention et font l'objet de graves accusations.

Après leur arrestation, ces deux hommes ont été détenus dans un lieu inconnu pendant deux semaines. Ils ont été interrogés en secret - Yves pendant 40 jours, Fred pendant 50 jours - et n'ont pas été autorisés à recevoir la visite de leurs proches ou de leurs avocats. Accusés

d'avoir formé d'une bande criminelle et tenté de renverser le régime du président Kabila, ils se trouvent actuellement à la prison de Kinshasa dans l'attente de leur procès.

Leurs avocats affirment qu'aucun élément ne vient étayer ces accusations. Cependant, cette affaire est visiblement motivée par des considérations politiques, et si Fred Bauma et Yves Makwambala sont déclarés coupables, ils risquent la peine de mort. Les autorités les qualifient de « terroristes » et de « comploteurs », mais la réalité est toute autre : ces hommes sont des prisonniers d'opinion, enfermés pour avoir prôné la démocratie et essayé d'amener le gouvernement à rendre des comptes.

Trop, c'est trop. Appelez les autorités congolaises à abandonner ces charges absurdes et à relâcher Fred et Yves immédiatement.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au président de la RDC

Demandez au président d'ordonner la libération immédiate et inconditionnelle de Fred Bauma et Yves Makwambala, ainsi que l'abandon des charges qui pèsent sur eux.

Président Joseph Kabila - Cabinet du Président de la République
Palais de la Nation - Av. De Lemera
Kinshasa-Gombe - République démocratique du Congo

Courriel : presidence.de.la.rdcongo@gmail.com



Manifestez votre soutien à Fred et Yves

Envoyez une lettre ou une carte postale à Fred et Yves pour leur dire que vous réclamez leur libération et la liberté politique qu'ils défendent.

Fred Bauma et Yves Makwambala
c/o Amnesty International
Regional Office for East Africa, the Horn and the Great Lakes
PO Box 1527-00606
Nairobi, Kenya

TEODORA DEL CARMEN VÁSQUEZ SALVADOR

TEODORA DEL CARMEN VÁSQUEZ SALVADOR

TEODORA DEL CARMEN VÁSQUEZ

SALVADOR



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL



En 2008, Teodora del Carmen Vásquez a été condamnée à 30 ans de prison pour « homicide avec circonstances aggravantes » après avoir accouché d'un enfant mort-né sur son lieu de travail.

Teodora, mère d'un garçon de 11 ans, attendait un nouvel enfant lorsqu'elle a été prise de douleurs de plus en plus violentes. Elle a appelé les services d'urgence, mais a perdu les eaux peu de temps après. Les premières contractions se sont déclenchées et elle était inconsciente lorsqu'elle a accouché.

Quand elle a repris connaissance, elle saignait abondamment et son bébé était mort. Les policiers sur les lieux lui ont passé les menottes et l'ont arrêtée, car ils la soupçonnaient d'homicide. Ce n'est qu'ensuite qu'ils l'ont conduite à l'hôpital, où elle a pu recevoir les soins d'urgence dont elle avait besoin.

Au Salvador, les femmes qui font une fausse couche ou qui accouchent d'un enfant mort-né sont souvent soupçonnées d'avoir « avorté ». L'avortement est un crime en toutes circonstances, même en cas de viol

ou d'inceste ou lorsque la vie de la femme est en danger. De ce fait, les femmes craignent de demander de l'aide lorsqu'elles ont des problèmes pendant leur grossesse, ce qui entraîne inévitablement un certain nombre de décès qui pourraient être évités.

Le procès de Teodora del Carmen Vásquez a été entaché de graves irrégularités. Comme dans tous les cas semblables au Salvador, elle a été présumée coupable et, étant issue d'une famille pauvre, elle n'avait pas les moyens de se faire représenter par une équipe juridique efficace. Désormais, la seule possibilité qu'il lui reste est de faire appel pour que sa peine soit modifiée et qu'elle puisse être libérée.

Appelez le ministre de la Justice du Salvador à faire immédiatement libérer Teodora del Carmen Vásquez.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au ministre de la Justice du Salvador

Appelez le ministre de la Justice à faire libérer Teodora del Carmen Vásquez et à réexaminer immédiatement et de façon impartiale les peines de toutes les femmes qui sont toujours derrière les barreaux pour des faits relatifs à une grossesse.

Benito Antonio Lara Fernández
Ministro de Justicia y Seguridad Pública
17 Avenida Norte, Complejo Plan Maestro Edificio B1, nivel 1,
Alameda Juan Pablo II- San Salvador, Salvador

Fax : +503 2281 5959 - Courriel : benitolara@seguridad.gob.sv
Twitter : @MiSeguridad_SV



Envoyez votre message de soutien à Teodora

Nous avons créé un espace Tumblr où vous pouvez télécharger votre photo ou votre message de soutien à Teodora.

À la fin de la campagne, nous rassemblerons toutes vos images dans une publication imprimée que notre partenaire local, Agrupación Ciudadana, présentera à sa famille.

Envoyez votre contribution sur teodoralibre.tumblr.com

A woman with long brown hair is shown in profile, hugging a large white pillow. She is wearing a black top and a patterned skirt. The background is a vibrant collage of hand-drawn illustrations. On the left, there's a scene with people and a bench. In the center, a large pencil is drawing a path. On the right, there's a large red heart with an equals sign inside. The top right corner features a yellow box with text and logos.

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



ROUÉS DE COUPS PARCE QU'ILS SONT AMOUREUX

COSTAS GRÈCE



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



En août 2014, Costas et son compagnon, réfugié, ont été roués de coups lors d'une attaque homophobe et raciste à Athènes. « Je pense qu'ils ont compris que nous étions en couple et qu'ils nous ont pris pour cible à cause de cela, et en raison de la couleur de peau de mon compagnon », nous a dit Costas. Il a eu la jambe fracturée en trois endroits après avoir reçu plusieurs coups de poing et de pied. Plus d'un an plus tard, aucun suspect n'a été identifié, et encore moins sanctionné.

Entre 2014 et 2015, le nombre d'attaques signalées contre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI) en Grèce a plus que doublé et le problème des agressions racistes persiste.

Les autorités grecques omettent régulièrement d'enquêter sur les éventuelles motivations haineuses de ces agressions et ne protègent pas toutes les personnes touchées. « Quand la police est arrivée,

j'ai été traité comme si j'étais contagieux », a raconté Costas. Son compagnon et lui craignent constamment pour leur sécurité. En mars 2015, le compagnon de Costas a été à nouveau agressé.

L'identité de genre et les relations homosexuelles n'étant pas reconnues sur le plan juridique, la communauté LGBTI se sent encore plus vulnérable. « C'est comme si le gouvernement tolérât ces agressions en ne reconnaissant pas que nous existons réellement, explique Costas. C'est comme si nous n'existions pas. »

Exhorte le gouvernement grec à ordonner l'ouverture d'une enquête exhaustive sur cette agression inspirée par la haine et à traduire ses auteurs présumés en justice.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au ministre grec de la Justice

Priez instamment le ministre grec de la Justice de veiller à ce que cette agression inspirée par la haine fasse l'objet d'une enquête exhaustive et à ce que Costas et son compagnon soient indemnisés pour les blessures et le traumatisme qu'ils ont subis.

Níkos Paraskevópoulos
Ministry of Justice, Transparency and Human Rights
96 Mesogeion Avenue - 115 27 Athens
Grèce

Fax : 0030 775 5835

Courriel : grammateia@justice.gov.gr

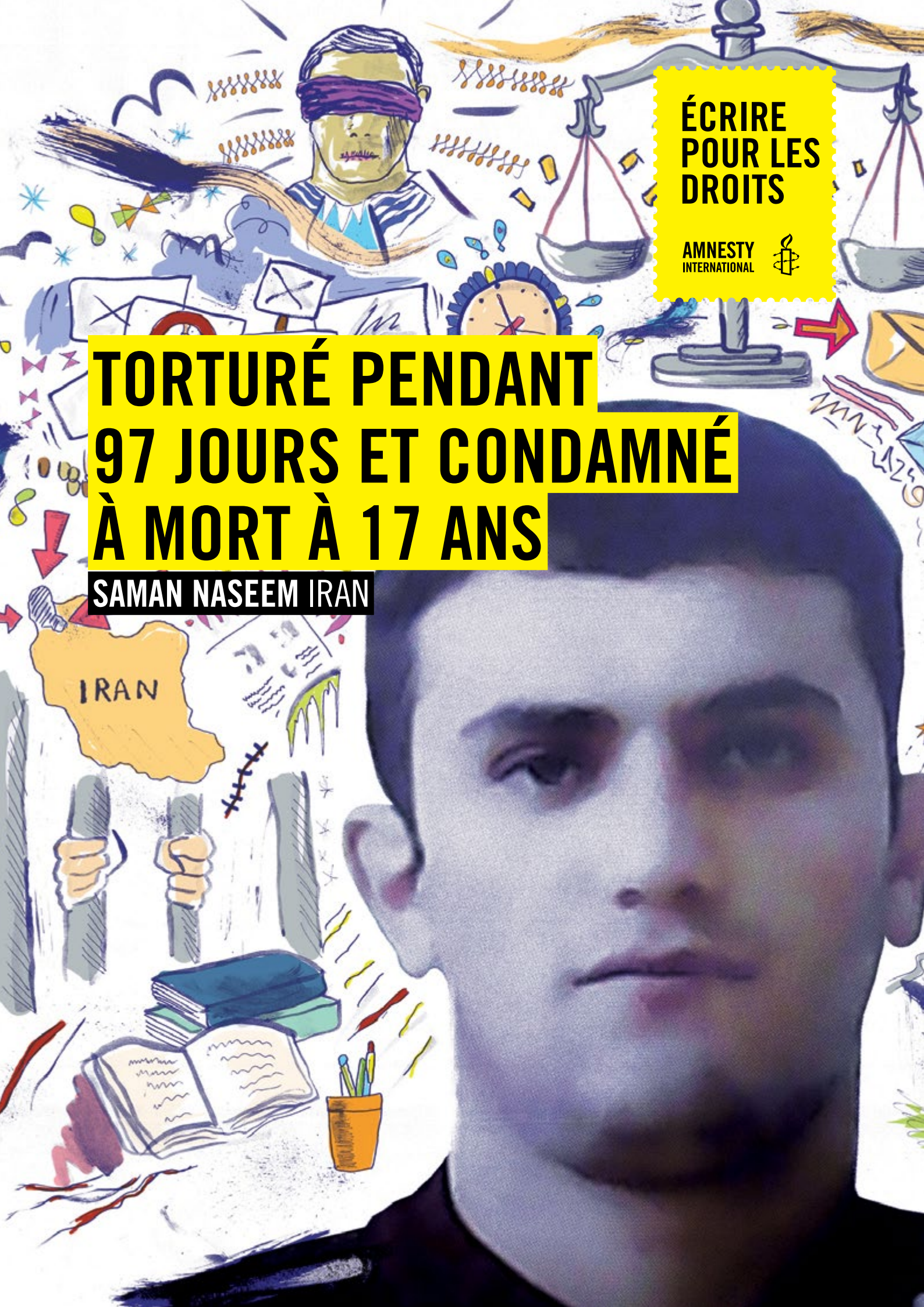


Envoyez un tweet pour soutenir Costas et son compagnon

Utilisez les réseaux sociaux pour exprimer votre solidarité et demander au gouvernement grec (@govgr) de mettre fin à ces attaques inspirées par la haine. Envoyez sur Twitter une photo de vous en train d'embrasser votre partenaire ou de tenir la main d'un(e) ami(e) dans un lieu public. N'oubliez pas d'inclure le hashtag #W4R.

Suggestion de message :

Je soutiens #Costas. @govgr : halte aux agressions homophobes et racistes. La Grèce doit protéger les #LGBTI et les réfugiés. #refugees #W4R



ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



TORTURÉ PENDANT 97 JOURS ET CONDAMNÉ À MORT À 17 ANS

SAMAN NASEEM IRAN

SAMAN NASEEM

IRAN



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Saman Naseem, membre de la minorité kurde d'Iran, a été arrêté après une fusillade dans le nord-ouest de l'Iran, au cours de laquelle un gardien de la révolution (assimilable à un soldat des forces gouvernementales) a trouvé la mort. Le jeune homme affirme qu'on lui a bandé les yeux, qu'on l'a suspendu à la tête en bas et qu'on l'a torturé pour le pousser à « avouer » un crime qu'il n'a pas commis. Il n'avait que 17 ans au moment des faits.

Le traitement réservé à Saman Naseem a été d'une iniquité flagrante. Les tribunaux ont utilisé ses « aveux » comme élément à charge, refusant de croire que ces déclarations lui avaient été extorquées sous la contrainte ou d'enquêter sur cette allégation. Le jeune homme a même dû « avouer » son crime à la télévision publique.

Bien que l'Iran soit partie à un instrument international prohibant l'exécution de mineurs

délinquants, Saman Naseem a été condamné à mort en avril 2013 pour « inimitié à l'égard de Dieu » et « corruption sur terre », des « infractions » qui ne sont même pas reconnues aux termes du droit international.

Cependant, il y a de l'espoir. Grâce à un gros travail de campagne, nous avons obtenu que Saman soit rejugé. En exerçant une pression mondiale sur les autorités iraniennes, nous pouvons empêcher que ce procès aboutisse au même résultat.

Aidez Saman Naseem à bénéficier d'une procédure équitable, excluant l'utilisation d'« aveux » extorqués sous la contrainte et le recours à la peine de mort.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez aux autorités iraniennes

Appelez l'Iran à veiller à ce que Saman Naseem bénéficie d'un procès équitable, respectant les principes judiciaires applicables aux mineurs délinquants, et excluant le recours à la peine de mort et l'utilisation d'« aveux » extorqués sous la contrainte.

Head of the Judiciary
Ayatollah Sadegh Larijani
c/o Public Relations Office Number 4, Deadend of 1 Azizi
Above Pasteur Intersection
Vali Asr Street Tehran
Iran

Courriel : info@humanrights-iran.ir



Manifestez votre soutien à Saman

Vous pouvez adresser des messages* de solidarité à Saman Naseem et montrer aux autorités que le monde entier les observe. Envoyez vos courriers à l'équipe Iran d'Amnesty International, qui les transmettra à Saman.

Saman Naseem Solidarity Action
c/o Iran Team
Amnesty International
1 Easton Street
London
WC1X 0DW
Royaume-Uni

*Merci de ne pas envoyer d'image d'alcool.



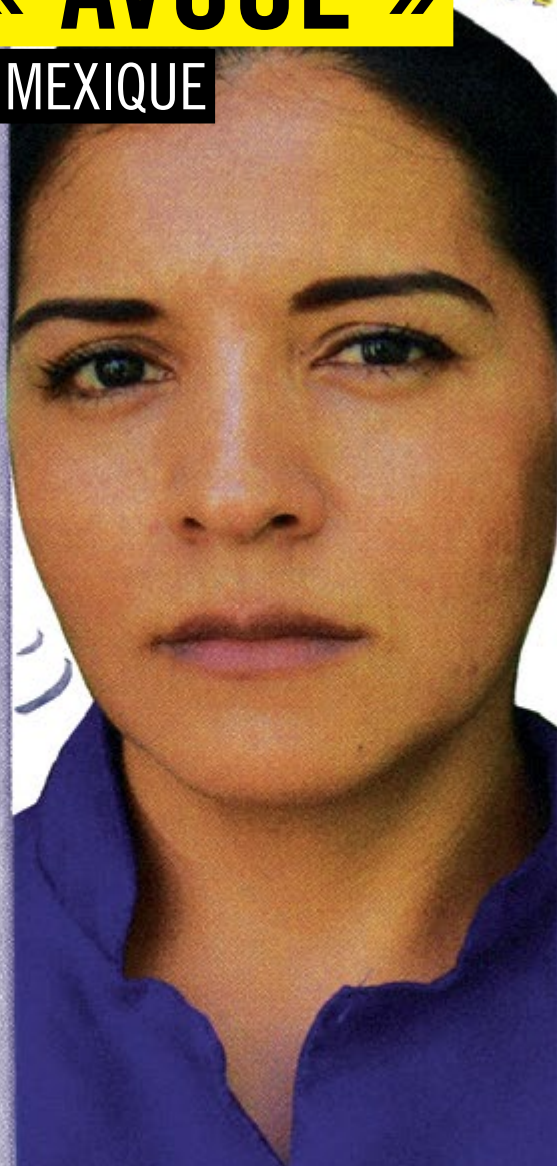
ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



BATTUE, ASPHYXIÉE ET VIOLÉE JUSQU'À CE QU'ELLE « AVOUE »

YECENIA ARMENTA MEXIQUE



YECENIA ARMENTA

MEXIQUE



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



En juillet 2012, Yecenia Armenta conduisait des proches à l'aéroport lorsque des policiers en civil lui ont fait signe de s'arrêter. Ils l'ont forcée à sortir du véhicule, lui ont bandé les yeux et l'ont emmenée. Ils l'ont ensuite accusée d'avoir ordonné le meurtre de son mari et n'ont reculé devant rien pour la pousser aux « aveux ».

Yecenia a été suspendue par les chevilles, asphyxiée et battue. « Ils m'ont dit qu'ils amèneraient mes deux enfants, qu'ils les violeraient et qu'ils les découperaient en morceaux, a-t-elle expliqué à Amnesty International. Après avoir été torturée pendant plusieurs heures et violée, j'ai signé des "aveux". J'avais encore les yeux bandés. Je n'ai même pas lu ce que j'ai signé. » Le supplice de cette femme a duré 15 heures.

En détention, Yecenia Armenta a été examinée par des médecins travaillant pour le bureau du procureur qui avait ordonné son arrestation, mais ils n'ont pas répertorié ses blessures. Plusieurs mois

plus tard, des médecins légistes du Bureau du procureur général de la République l'ont examinée à leur tour mais ils se sont contentés de se reposer sur les conclusions de leurs collègues pour affirmer qu'elle n'avait subi aucun acte de torture. Depuis, des médecins légistes indépendants ont examiné cette femme à deux reprises et conclu à chaque fois qu'elle avait bien été torturée.

Yecenia Armenta est en prison depuis trois ans, inculpée sans la moindre preuve, uniquement sur la base de ses « aveux », d'un crime qu'elle affirme ne pas avoir commis : « Je veux faire entendre mon histoire et je vous demande de m'aider. »

Les autorités mexicaines doivent savoir que le monde entier les observe. Réclamez justice dès maintenant pour Yecenia Armenta.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au procureur général de l'État de Sinaloa

Demandez au procureur général Marco Gómez d'abandonner les charges pesant sur Yecenia Armenta et de la relâcher immédiatement. Demandez-lui également de mener dans les meilleurs délais une enquête minutieuse et impartiale sur les sévices subis par cette femme et de traduire les responsables présumés en justice.

Marco Antonio Higuera Gómez
Procurador General de Justicia del Estado de Sinaloa
Procuraduría General de Justicia del Estado de Sinaloa
Blvd. Enrique Sánchez Alonso No. 1833
Desarrollo Plan Tres Ríos, C.P. 80030
Culiacán, Sinaloa, Mexique



Envoyez une carte de Noël pour montrer votre soutien

Passer un troisième Noël en prison sera difficile pour Yecenia. Envoyez-lui une carte de Noël avec un message de soutien pour montrer votre solidarité.

Yecenia Armenta
c/o Centro de Ejecución de las Consecuencias Jurídicas del Delito de Culiacán
Carretera a Navolato Km. 95
Col. Aguaruto, C.P. 80370
Culiacán, Sinaloa, Mexique

حرية

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



MILITANT, PAS TERRORISTE

WALEED ABU AL KHAIR ARABIE SAOUDITE

WALEED ABU AL KHAIR

ARABIE SAOUDITE



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



En juillet 2014, l'avocat spécialiste des droits humains Waleed Abu Al Khair a été condamné à 15 ans d'emprisonnement après des années de harcèlement, d'arrestations, de menaces et de procès. Au travers de ses activités professionnelles, cet homme dénonçait les atteintes aux droits humains en Arabie saoudite.

Depuis 2012, les autorités saoudiennes mènent une campagne de répression à l'encontre de leurs détracteurs et condamnent à de lourdes peines de prison les personnes qui osent réclamer plus de libertés. Waleed Abu Al Khair représente bon nombre de militants pacifiques, y compris son beau-frère Raif Badawi, blogueur emprisonné et condamné à 1 000 coups de fouet.

Un tribunal spécial antiterroriste a déclaré Waleed Abu Al Khair coupable de diverses infractions grotesques, telles qu'« outrage à l'autorité judiciaire », « désobéissance au souverain » et

« atteinte à la réputation du royaume ». Cet homme s'est vu proposer une peine réduite à 10 ans de prison s'il présentait des excuses, ce qu'il a refusé de faire. Un juge de la cour d'appel a alors ordonné qu'il purge l'intégralité de sa peine.

Waleed souffre de diabète. En prison, il a été battu, privé de sommeil et placé à l'isolement. Il est fréquemment transféré d'une prison à une autre, ce qui l'empêche de voir sa famille régulièrement.

Waleed Abu Al Khair est un prisonnier d'opinion, pas un terroriste. Réclamez sa libération immédiate et l'abandon de toutes les charges qui pèsent sur lui pour qu'il puisse retrouver sa famille.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au roi d'Arabie saoudite

Faites en sorte que la situation de Waleed Abu Al Khair ne soit pas passée sous silence. Écrivez au roi d'Arabie saoudite pour lui demander de veiller à ce que cette condamnation injuste soit annulée et à ce que Waleed Abu Al Khair soit libéré immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion.

King Salman bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the Two Holy Mosques - Office of His Majesty
the King, Royal Court, Riyadh, Arabie saoudite

Fax : (via le ministère de l'Intérieur) : +966 11 403 3125

(merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,
(Votre Majesté, dans le corps du texte)



Manifestez votre soutien à Waleed Abu Al Khair

Dites à Waleed que l'on ne l'oublie pas, et montrez aux autorités que dans le monde entier des gens le soutiennent.

Adressez-lui des messages en prison, puis envoyez une photo de votre lettre par courriel à sa femme, Samar Badawi, à freewaleed57@gmail.com.

Waleed Abu al-Khair
Al-Ha'ir Prison
Al-Ha'ir
Riyadh 14765
Arabie saoudite



ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



CAPTURÉS PAR DES AGENTS DU GOUVERNEMENT ET TOUJOURS PORTÉS DISPARUS

RANIA ALABBASI ET SA FAMILLE SYRIE



RANIA ALABBASI ET SA FAMILLE

SYRIE

Dentiste de renom à Damas, en Syrie, Rania Alabbasi est également la mère active de six enfants, Dima, Entisar, Najah, Alaa, Ahmad et Layan, âgés de trois à 15 ans. Le 9 mars 2013, des agents du gouvernement syrien se sont rendus chez elle et ont enlevé son mari. Deux jours plus tard, ils sont venus la chercher, ainsi que ses enfants. On est sans nouvelles d'eux depuis lors.

Les autorités syriennes ont refusé de fournir aux proches de Rania Alabbasi des informations sur ce qu'il s'est passé ou sur le lieu où se trouvent désormais les membres de la famille. Sa sœur Naila ne peut que faire des suppositions sur les raisons de leur arrestation : « Elle n'appartenait à aucun parti d'opposition et ne participait jamais à des manifestations. Elle était toujours là pour aider les autres. »

Avec l'intensification de la crise en Syrie, on a assisté à une progression considérable de la violence dans tout le pays. Des milliers de personnes sont portées



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



disparues après avoir été placées en détention par les forces de sécurité ou capturées par des groupes armés. La torture est monnaie courante en détention et des milliers de personnes en seraient mortes.

Jusqu'à présent, le gouvernement syrien est resté indifférent à une résolution adoptée par les Nations unies en 2014, qui réclamait la fin de ces « disparitions forcées ».

Aidez-nous à couvrir la Syrie de honte pour l'amener à libérer immédiatement et sans condition les six enfants de Rania Alabbasi. Cette femme doit également être libérée, ou jugée dans le cadre d'un procès équitable pour les faits qui pourraient lui être reprochés.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au président syrien Bachar el Assad

Demandez à ce que Rania Alabbasi soit libérée ou bien jugée de façon équitable pour une infraction reconnue par le droit international, et priez instamment la Syrie de libérer immédiatement et sans condition les six enfants de cette femme.

President Bashar al-Assad
c/o His Excellency Bashar Ja'afari, Ph.D.
Syria UN Permanent Representative
820 Second Avenue, 15th Floor
New York, NY 10017, États-Unis

Fax : (212) 983-4439
Courriel : exesec.syria@gmail.com



Envoyez un message de soutien pour Rania et sa famille

Envoyez-nous votre message, ou adressez-le directement au représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU à l'adresse ci-dessus. Lui demander de le transmettre est un moyen efficace d'insister sur le fait que nous ne savons pas où se trouve la famille.

c/o Syria Team
Amnesty International
1 Easton Street
London
WC1X 0DW
Royaume-Uni



**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL

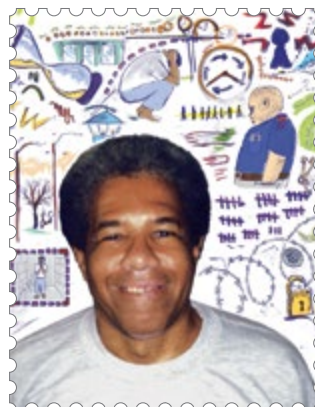


TOUJOURS À L'ISOLEMENT APRÈS 43 ANS

ALBERT WOODFOX ÉTATS-UNIS

ALBERT WOODFOX

ÉTATS-UNIS



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Albert Woodfox est détenu depuis plus de 40 ans à l'isolement, enfermé seul 23 heures sur 24 dans une cellule minuscule avec très peu de lumière naturelle. Il a été déclaré coupable en 1973 du meurtre d'un gardien de prison, commis l'année précédente, alors qu'il purgeait une peine pour vol. Pourtant, Albert Woodfox clame son innocence.

Aucune preuve matérielle ne le liait au crime pour lequel il a été condamné et sa culpabilité présumée reposait essentiellement sur la déclaration douteuse d'un autre détenu, qui a été gracié en échange de son témoignage. Albert Woodfox pense que sa condamnation a été motivée par des considérations politiques, car il était membre du parti des Panthères noires, le mouvement radical de défense des droits des Noirs.

Ces décennies d'isolation ont eu des répercussions dramatiques sur lui : « Je n'ai pas de mots pour exprimer les années de torture mentale, affective et physique que j'ai subies. » Même les Nations unies estiment que le traitement infligé à Albert Woodfox équivaut à de la torture.

La procédure judiciaire à l'encontre de cet homme a été à tel point entachée d'irrégularités que sa condamnation a été annulée trois fois. En juin 2015, un juge fédéral a ordonné sa libération immédiate mais à chaque fois un obstacle se dresse sur le chemin de la liberté. La seule personne qui s'oppose à la libération d'Albert Woodfox est le procureur général de l'État de Louisiane, qui mène une campagne de vengeance contre lui.

« Ils peuvent réussir à me faire plier légèrement, affirme Albert. Ils peuvent me faire beaucoup de mal. Ils peuvent même m'ôter la vie. Mais ils ne pourront jamais me briser. »

La justice n'a que trop tardé. Appelez le procureur général à faire libérer immédiatement Albert Woodfox.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au procureur général de Louisiane

Demandez au procureur général de Louisiane de mettre fin à des décennies de traitement cruel et inhumain et de faire libérer immédiatement Albert Woodfox.

Attorney General of Louisiana
Office of the Attorney General
1885 North Third Street - Baton Rouge - LA 70802
États-Unis



Encouragez Albert Woodfox avec une carte postale

Devenez une fenêtre sur un monde qu'Albert n'a pas pu voir depuis 43 ans. Merci d'envoyer une carte postale qui l'encourage et lui montre ce qu'il pourra avoir le plaisir de faire lorsqu'il sera enfin libéré.

Albert Woodfox #72148
West Feliciana Parish Detention Center
PO Box 2727 - St Francisville - LA 70802, États-Unis



ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



UN JOURNALISTE VIOLEMMENT TORTURÉ ET CONTRAINTE À « AVOUER »

MOHAMMAD BEKJANOV OUBÉKISTAN

MOUHAMMAD BEKJANOV

OUZBÉKISTAN



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



« Je suis resté étendu dans une mare de sang, sans eau ni nourriture, pendant des jours. J'essayais de me souvenir des bonnes choses de ma vie, mes enfants, ma femme. Et je me préparais mentalement à mourir. »

En 1999, les forces de sécurité ouzbèkes ont torturé le journaliste Mouhammad Bekjanov, rédacteur en chef d'un journal d'opposition interdit. Elles l'ont frappé à coups de matraque en caoutchouc, l'ont quasiment asphyxié et lui ont infligé des décharges électriques, jusqu'à ce qu'il « avoue » des atteintes à la sûreté de l'État.

Bien que l'Ouzbékistan ait signé la Convention des Nations unies contre la torture, qui interdit totalement la torture et l'utilisation d'éléments de preuve obtenus sous la contrainte, ses tribunaux se fondent régulièrement sur des « aveux » obtenus par les moyens les plus brutaux qui soient. Lors du procès, un juge a rejeté les allégations de Mouhammad Bekjanov selon

lesquelles il aurait été torturé, et a utilisé ses « aveux » pour le condamner à 15 ans de prison.

Mouhammad Bekjanov fait désormais partie des journalistes emprisonnés depuis le plus longtemps au monde. Il aurait dû être libéré en 2014, mais il est toujours en prison, condamné à près de cinq années supplémentaires pour violation présumée du règlement de la prison. Sa femme Nina l'a trouvé à bout de forces lorsqu'elle a été autorisée à lui rendre visite l'année dernière : « Il était méconnaissable. Il n'avait plus aucune lueur d'espoir dans les yeux, il essayait juste de survivre. »

Appelez le président ouzbek à ordonner la libération de Mouhammad Bekjanov et l'ouverture d'une enquête approfondie sur les actes de torture qu'il aurait subis.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au président ouzbek

Mouhammad Bekjanov est l'un des journalistes emprisonnés dans le monde qui a passé le plus de temps derrière les barreaux. Appelez le président Islam Karimov à ordonner sa libération immédiate et à ouvrir une enquête indépendante sur les allégations selon lesquelles il aurait été torturé.

President Islam Karimov
Rezidentsia prezidenta - ul. Uzbekistanskaia 43
Tashkent 700163 - Ouzbékistan



Exprimez votre solidarité à Mouhammad

Mouhammad et sa famille ont besoin de votre soutien moral. Sa fille Aigul nous dit que son père considère chaque lettre qu'il reçoit en prison comme un bien d'une valeur inestimable.

Muhammad Bekzhanov
Otryad 12
KIN 6448
Navoi region
Ouzbékistan

ZUNAR MALAISIE



ÉCRIRE POUR LES DROITS

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Zulkiflee Anwar « Zunar » Ulhaque risque une lourde peine de prison après avoir envoyé des messages sur Twitter pour dénoncer l'emprisonnement d'Anwar Ibrahim, chef de file de l'opposition en Malaisie.

Zunar est un caricaturiste politique bien connu pour ses œuvres satiriques critiquant la corruption au sein du gouvernement et la fraude électorale. Il est actuellement accusé de neuf infractions au titre de la Loi relative à la sédition, texte draconien et dépassé datant de 1948, déterré pour accorder au gouvernement des pouvoirs très étendus lui permettant d'arrêter et d'emprisonner ses détracteurs.

Ce n'est pas la première fois que Zunar s'attire les foudres des autorités malaisiennes. Depuis que des policiers ont effectué une première descente dans ses bureaux en 2009, cet homme fait l'objet d'actes d'intimidation, d'arrestations

et de placements en détention. La police a également confisqué et interdit ses livres, et menacé de faire fermer ses imprimeurs.

Zunar n'est pas le seul dans cette situation. Durant la première moitié de 2015, plus de 40 journalistes, universitaires, militants politiques et avocats ont été interrogés, arrêtés ou inculpés au titre de la Loi relative à la sédition. L'espace d'expression pour les opinions dissidentes et le débat disparaît rapidement.

**Joignez-vous à nous pour empêcher
l'emprisonnement de Zunar et attirer l'attention
de la communauté internationale sur la
répression croissante contre la liberté
d'expression en Malaisie.**

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au Premier ministre malaisien

Demandez au Premier ministre malaisien d'ordonner l'abandon des charges retenues pour des motifs politiques contre Zunar, qui n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression.

Prime Minister Najib Razak
Main Block, Perdana Putra Building
Federal Government Administrative Centre, 62502
Putrajaya, Malaisie
Fax : +603 8888 3444

Courriel : ppm@pmo.gov.my
Twitter : @NajibRazak



Manifestez votre soutien à Zunar

Zunar nous a dit qu'il aimerait que les gens dessinent pour témoigner leur soutien. Inutile de faire compliqué, vous pouvez simplement griffonner, ou réaliser un dessin humoristique ou qui exprime ce que signifie la liberté d'expression pour vous. Publiez votre dessin sur Instagram et ajoutez les mots-clés #Zunar et #W4R. Merci d'indiquer votre âge/pays en légende. Vous pouvez également écrire un message pour Zunar si vous le souhaitez. Vous pouvez aussi envoyer vos dessins à Zunar par le biais d'Amnesty International Malaisie. Nous en mettrons certains en ligne.

c/o Al Malaysia, D-2,33A 8 Avenue, Jalan Sungai Jernih
8/ 1, Section 8, 46050 Petaling Jaya, Selangor, Malaisie



**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



**ENFERMÉE
POUR AVOIR
MANIFESTÉ**

PHYOE PHYOE AUNG MYANMAR

PHYOE PHYOE AUNG

MYANMAR



ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Début 2015, Phyoe Phyoe Aung, l'une des chefs de file des étudiants, a aidé à organiser une manifestation contre une loi adoptée récemment au Myanmar et qui, selon les étudiants, limite la liberté académique. En mars, alors que les manifestants se rapprochaient de Yangon, la plus grande ville du pays, ils ont été bloqués par des policiers qui les ont frappés à coups de matraque.

Phyoe Phyoe Aung et une centaine d'autres militants étudiants, dont beaucoup étaient blessés, ont été arrêtés et inculpés de diverses infractions pénales contestables. Un grand nombre d'entre eux sont en détention depuis ; certains sont détenus à l'isolement et n'ont que des contacts limités avec leurs avocats. Plusieurs de ces manifestants, dont Phyoe Phyoe Aung, risquent plus de neuf ans d'emprisonnement.

À travers tout le pays, des jeunes et des chefs de file étudiants continuent d'être harcelés par les autorités, notamment la police, dans le cadre de

ce qui semble être une répression systématique des actions étudiantes.

Malgré cela, le gouvernement du Myanmar cherchant à obtenir l'approbation de la communauté internationale et à attirer les investissements étrangers, nous avons de bonnes raisons de penser qu'il est possible de faire pression sur lui pour l'inciter à relâcher Phyoe Phyoe Aung et les autres étudiants. Le président Thein Sein est désireux de montrer que son pays est toujours sur la voie d'une réforme politique et du respect des droits humains.

Vous aussi, appelez le Myanmar à libérer Phyoe Phyoe Aung ainsi que les autres manifestants pacifiques placés en détention, tant les étudiants que les personnes qui les soutiennent.

**ÉCRIRE UNE LETTRE
CHANGER UNE VIE**



Écrivez au président du Myanmar

Demandez instamment au président Thein Sein de prouver que son pays est bien sur la voie de la réforme en ordonnant la libération immédiate et inconditionnelle de Phyoe Phyoe Aung et des autres étudiants ayant manifesté de façon pacifique.

Président Thein Sein
President Office, Office No.18, Nay Pyi Taw, Myanmar

Fax : +95 1 652 624
www.facebook.com/myanmarpresidentoffice.gov.mm

Formule d'appel : Votre Excellence



Soutenez les étudiants du Myanmar

Phyoe Phyoe Aung adore les animaux alors envoyez-lui vos meilleurs dessins ou photos d'animaux. Envoyez également des messages pour tous les autres étudiants et sympathisants placés en détention, et nous les leur transmettrons. Vous pouvez aussi écrire : « Je soutiens les étudiants du Myanmar. »

c/o Myanmar Team
Amnesty International
1 Easton Street
London, WC1X 0DW
Royaume-Uni